

Marché de services

EXPLOITATION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE PLOUVIEN

Marché n°2025-11

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Entité adjudicatrice : **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES ABERS**

Mode de consultation : Procédure adaptée

**Cette procédure est intégralement dématérialisée.
La réponse à la présente consultation devra se faire de manière
Électronique par le biais de la salle des marchés Mégalis Bretagne.**

Pli à remettre avant le 19 Mai 2025, 12h00

1. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet l'exploitation, l'entretien et la maintenance des ouvrages d'assainissement de la commune de Plouvien.

2. Caractéristiques du contrat

2.1 Décomposition en lots et montants

Le contrat n'est pas alloti au regard de l'impossibilité d'identifier des prestations distinctes.

2.2 Durée et reconduction

La date de commencement est fixée au 1^{er} juillet 2025. Le contrat commencera effectivement à cette date ou à partir de sa notification si elle est postérieure. Quelle que soit la date de commencement, il se terminera le 30 juin 2026.

Il est reconductible 1 fois pour une année.

3. Caractéristiques de la consultation

3.1 Procédure

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée (procédure ouverte), en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

3.2 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.3 Dépôt de question et modifications de la consultation

Les candidats peuvent poser des **questions jusqu'à huit jours calendaires inclus** avant la remise des plis, via la plateforme Mégalis <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargées le dossier après identification, six jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le Pays des Abers peut modifier le dossier de consultation jusqu'à six jours calendaires avant la remise des plis.

Pour le calcul de ce délai de six jours, la date à prendre en compte est celle de l'envoi par la Communauté de Communes de ces modifications ou compléments.

Dans tous les cas, les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, les dispositions ci-dessus sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Le nombre de jour comprend le jour de remise des plis.

4. Composition du dossier de consultation

Les pièces contenues dans le dossier sont les suivantes :

- Les pièces administratives :
 - o Le présent Règlement de Consultation (RC),
 - o Le contrat valant Acte d'Engagement (AE) et Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP),
 - o L'annexe 1 « cotraitance »,
- Les pièces techniques :
 - o Le cahier des clauses technique particulières (CCTP),
 - o La trame du mémoire technique.
- La pièce financière
 - o La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Les annexes administratives :
 - o Le formulaire de candidature (qui remplace les DC1 et DC2),
 - o L'attestation de visite
 - o DC4.

5. Réponse des entreprises

5.1 Visite des lieux

Il est obligatoire de faire une visite des lieux avant de remettre l'offre.

La prise de rendez-vous se fait auprès du service eau et assainissement au moins 48 heures ouvrées avant la date du rendez-vous.

Contact : Claude UGUEN 06.08.76.79.44 ou Florian CHARDON 07.57.46.17.43

La visite aura obligatoirement lieu au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

5.2 Présentation des offres par les candidats

Les documents remis par les candidats seront intégralement rédigés en langue française et exprimés en euro.

5.3 Groupement d'entreprises

Plusieurs entreprises peuvent se réunir sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Toutefois, le mandataire devra obligatoirement être solidaire.

5.4 Dépôt du pli

Le pli doit être déposé avant le **19 Mai 2025, 12h00**. Il est à transmettre **obligatoirement** par dépôt électronique, via la plate-forme Mégalis Bretagne : www.megalis.bretagne.bzh. Aucun dépôt papier ne sera accepté.

Aucune signature électronique n'est requise lors du dépôt. Cependant, pour l'attribution du marché au candidat retenu, il est préconisé l'utilisation de la signature électronique au format PADES. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente

Pour toute question ou problème rencontré sur la plateforme Mégalis, merci de contacter le support technique de la plateforme au : 02 23 48 04 54.

5.5 Contenu du pli

Le pli doit contenir les documents suivants :

- ☐ Le formulaire de candidature (qui remplace les DC1 et DC2) et ses annexes (conformément à l'article 6.1 du présent règlement de consultation),
- ☐ Le contrat (valant Acte d'Engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières),
- ☐ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- ☐ Le mémoire technique reprenant les points demandés dans la trame du mémoire technique.

Le présent règlement de consultation n'est pas à remettre. Les différentes attestations (fiscale de moins de six mois, vigilance, ...) ne sont à fournir que par l'attributaire du contrat.

6. Analyse des plis

6.1 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures sont sélectionnées au regard du niveau de capacités professionnelles, techniques et financières qui doit être suffisant pour pouvoir répondre à la consultation.

Le candidat devra fournir un dossier complet comprenant :

Si la candidature est présentée sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises :
Identification de l'ensemble des membres du groupement
Forme du groupement
Habilitation du mandataire
Par ailleurs, les éléments relatifs à la situation juridique et aux capacités économiques, techniques et professionnelles demandés ci-dessous doivent être fournis pour chaque membre du groupement
Renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus aux articles R. 2142-3 et R. 2142-4 du code de la commande publique :
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Capacité économique et financière du candidat :
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur <u>les trois derniers exercices</u> disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
Capacités techniques et professionnelles du candidat :
Liste des principaux services effectués au cours des <u>trois dernières années</u> indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique – références similaires pertinentes au regard de la nature du marché.
Assurances
Attestation d'assurance responsabilité civile

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (cotraitant, sous-traitant), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur (Voir article 6.1 du présent règlement). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.2 Jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du code de la commande publique, en application des critères et des modalités indiquées ci-dessous :

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur technique de l'offre	60 %
<u>Sous-critère n°1</u> : Pertinence de l'équipe dédiée et des matériels affectés à la réalisation des prestations, appréciée au regard de la note n°1 : <u>20 %</u>	
<u>Sous-critère n°2</u> : Pertinence de la méthodologie proposée (méthodologie et organisation de l'exploitation, gestion de l'autosurveillance, mesures mises en œuvre pour assurer la sécurité), appréciée au regard de la note n°2 : <u>30 %</u>	
<u>Sous-critère n°3</u> : Pertinence des dispositions relatives à la gestion des sous-produits et de l'utilisation des produits de traitement, appréciée au regard de la note n°3 : <u>10 %</u>	40 %
Prix des prestations	

- **Critère « valeur technique » :**

La valeur technique sera appréciée au regard du mémoire justificatif et en application des sous-critères pondérés ci-dessus.

- **Précisions concernant l'analyse du critère prix :**

Si la DPGF comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront rectifiées. Pour le jugement de la consultation, il sera tenu compte du montant total de la DPGF rectifiée.

Le prix utilisé est celui hors taxe si toutes les offres sont assujetties au même taux de TVA. Dans le cas contraire, c'est le prix toutes taxes comprises qui est utilisé.

En cas d'égalité entre les offres, la différenciation se fait par rapport à la note obtenue pour le critère prix.

6.3 Négociation

L'acheteur attend des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres. La négociation ne sera qu'éventuelle. S'il y a une ou plusieurs séries de négociation, elle se fera par tout moyen (écrit ou oral) et pourra porter sur tous les éléments de l'offre (technique, prix...) avec le ou les meilleurs candidats au vu d'une première analyse des offres. L'acheteur se réserve la possibilité de faire régulariser une offre irrégulière, lors de la négociation.

7. Renseignements complémentaires - Contacts

Toute question, y compris concernant les voies de recours, doit être déposée via la plate-forme Mégalis Bretagne : www.megalis.bretagne.bzh. Si besoin, des tutoriels sont disponibles sur Mégalis pour [poser une question](#).

Pour la visite, merci de prendre contact avec la personne indiquée dans le paragraphe sur la visite (§ 5.1).